

ESMA – Orientations relatives à l'évaluation des connaissances et compétences sous MiCA

Les orientations de l'ESMA parues le 28 janvier 2026 précisent comment les autorités compétentes et les Prestataires de Services sur Crypto-Actifs (PSCA ou CASP en anglais) doivent évaluer, maintenir et documenter les connaissances et compétences du personnel qui **fournit des informations sur les crypto-actifs ou des services sur crypto-actifs et/ou fournit des conseils sur les crypto-actifs ou des services sur crypto-actifs.**

L'objectif est multiple. Il vise à harmoniser les pratiques de supervision au sein de l'Union européenne, à renforcer la protection des investisseurs dans un environnement de crypto-actifs à forte complexité et à aligner MiCA **sur la logique de la réglementation MiFID II** relative à l'investissement, tout en tenant compte des spécificités technologiques et de marché des crypto-actifs. Ces orientations ont également pour objectif de s'assurer que les PSCA respectent les obligations de MiCA telles que celle d'agir au mieux des intérêts du client (articles 68 et 81 de MiCA).

Les orientations de l'ESMA introduisent une nette distinction entre information et conseil, des exigences minimales en matière de formation, d'expérience et de supervision, ainsi qu'un cadre organisationnel robuste comprenant la gouvernance, le contrôle, la documentation et la formation continue.

De nouvelles obligations pour les PSCA et les autorités compétentes

Les orientations de l'ESMA s'appliquent aux **autorités compétentes** ainsi qu'aux **PSCA**. Elles concernent le personnel qui fournit aux clients des informations et/ou des conseils sur les crypto-actifs et les services.

Les exemples de personnel **qui ne sont pas concernés** sont le **personnel purement administratif**, ainsi que **les activités de distribution de brochures sans explication ni orientation vers un site ou un document, sans commentaire.**

Les personnes concernées sont donc celles qui exercent des activités telles que le font-office, le conseil ou le support client qualifié.

Orientation 1 – Principes généraux

Les PSCA doivent s'assurer que le personnel :

1. Possède les **connaissances et les compétences adaptées** à son rôle ;
2. Comprend et applique les **politiques internes MiCA** ;
3. À un niveau de compétence **plus élevé pour le conseil** que pour la simple information
4. Est aussi compétent lorsque les services sont fournis via un robo-advice et/ou des systèmes semi-automatisés

Les personnes qui paramètrent ces outils sont également concernées.

Le **management body** doit revoir au moins **une fois par an** l'efficacité du dispositif.

Orientation 2 – Personnel qui fournit des informations

Ces personnes ne conseillent pas, mais expliquent les produits et services.

Concernant les connaissances obligatoires, ils doivent comprendre notamment :

- **Les crypto-actifs et la technologie :**
 - Caractéristiques des crypto-actifs proposés ;
 - Fonctionnement de la **DLT** et des protocoles ;
 - Consensus, validation des transactions, gouvernance, scalabilité ;
 - Modèle économique du token (émission, incitations...).
- **Les risques spécifiques liés au crypto-actifs :**

- Volatilité extrême ;
 - Risque cyber (hack, vol) ;
 - Perte de clés privées ;
 - Bugs de smart contracts ;
 - Erreurs de réseau (mauvaises chaînes).
- **Les coûts :**
- Frais du PSCA ;
 - Frais de réseau (*gas fees* et *spread*).
- **Les marchés :**
- Fonctionnement des marchés crypto ;
 - Impact des whales ;
 - Influence des réseaux sociaux sur les prix ;
 - Différence performance passée vs future.
- **La protection investisseur :**
- Différences entre **MiCA** et **MiFID II** : Les clients doivent être informés des différences significatives de niveau de protection entre les investissements en crypto-actifs régis par MiCA et les investissements en instruments financiers soumis à MiFID II.

En particulier, le cadre MiCA n'offre pas le même degré de protection que celui applicable aux services d'investissement traditionnels, notamment en ce qui concerne l'absence de mécanismes de compensation des investisseurs, comparables aux systèmes d'indemnisation existants sous MiFID II, ainsi que des droits et garanties plus limités en cas de défaillance d'un prestataire ou de perte d'actifs. Cette différence de régime doit être clairement expliquée aux clients afin qu'ils comprennent les risques spécifiques associés aux crypto-actifs et aux services sur crypto-actifs.

➤ **Autres**

- Abus de marché ;
- AML/CFT ;
- White papers, données financières ;
- Mécanismes de valorisation de base.

Exigences minimales de qualification

Avant d'être autorisé à fournir des informations aux clients, le personnel doit justifier d'un niveau minimal de qualification, démontré par l'une des combinaisons suivantes :

- une formation professionnelle d'au moins **80 heures**, complétée par **six mois d'expérience** sous supervision ; ou
- une **expérience professionnelle d'au moins un an** sous supervision.

Une **clause de continuité**, dite « **clause de grand-père** » (“**grandfathering**”), est prévue : le personnel exerçant déjà à temps plein depuis **au moins un an** avant l'entrée en application des orientations peut être réputé satisfaire à ces exigences.

Formation professionnelle continue

Les prestataires de services sur crypto-actifs doivent définir un **volume annuel de formation professionnelle continue** applicable à leur personnel.

À titre d'exemple, l'ESMA indique qu'un minimum de **10 heures par an** peut être approprié lorsque les services portent sur des crypto-actifs ou des produits **peu complexes**.

Ces formations doivent être assorties d'une **évaluation formelle**, permettant de vérifier l'acquisition et le maintien des connaissances et compétences requises.

Orientation 3 – Personnel qui fournit des conseils

La fourniture de conseils en crypto-actifs implique l'application des règles d'adéquation (*suitability*) prévues par MiCA et requiert, à ce titre, un niveau de connaissances et de compétences significativement plus élevé que celui de la simple fourniture d'informations.

Le personnel concerné doit maîtriser l'ensemble des exigences applicables à la fourniture d'informations et, en outre, être en mesure de :

- comprendre et expliquer l'ensemble des coûts et frais supportés par le client, y compris les frais de conseil ;
- appliquer les exigences d'adéquation prévues à l'article 81 de MiCA ;
- démontrer la capacité à expliquer pourquoi un crypto-actif ou un service peut ne pas être approprié pour un client donné ;
- maîtriser les principes fondamentaux de la gestion de portefeuille, notamment la diversification ;
- comprendre et utiliser les méthodes de valorisation des crypto-actifs concernés.

Exigences minimales de qualification

Le respect de ces exigences peut être démontré par l'une des voies suivantes :

- un diplôme de l'enseignement supérieur (trois années d'études) complété par au moins un an d'expérience sous supervision ;
- un diplôme de l'enseignement secondaire, assorti de trois années de formation professionnelle et d'un an d'expérience sous supervision ;
- une formation professionnelle d'au moins 160 heures complétée par un an d'expérience sous supervision ;
- une expérience d'au moins deux ans en conseil, sous le régime MiFID II ou IDD, complétée par six mois d'expérience dans les services sur crypto-actifs.

Une clause de continuité ("*grandfathering*") est prévue : le personnel exerçant des activités de conseil à temps plein depuis au moins un an avant l'entrée en vigueur des orientations peut être considéré comme satisfaisant à ces exigences.

Formation professionnelle continue

Les membres du personnel fournissant des conseils doivent suivre une formation professionnelle continue annuelle adaptée. À titre indicatif, l'ESMA mentionne un volume de 20 heures par an, y compris les exigences applicables à la fourniture d'informations.

Ces formations doivent systématiquement être assorties d'une évaluation, afin de vérifier le maintien et l'actualisation des connaissances et compétences.

Orientation 4 – Exigences organisationnelles

Les prestataires de services sur crypto-actifs doivent mettre en place un **cadre organisationnel structuré et documenté**, garantissant une application effective des exigences MiCA en matière de connaissances et de compétences.

Ce cadre doit notamment prévoir :

➤ **Une séparation claire des rôles**

Les responsabilités du personnel doivent distinguer explicitement :

- les fonctions consistant à **fournir des informations** ;
- les fonctions consistant à **fournir des conseils** sur des crypto-actifs ou des services sur crypto-actifs.

➤ **Une évaluation continue des compétences**

Les CASP doivent organiser :

- une **revue annuelle des besoins en formation** du personnel ;
- des **formations spécifiques** lors de l'introduction de nouveaux types de crypto-actifs ou de nouveaux services.

➤ **Une documentation complète et traçable**

Les prestataires doivent être en mesure de fournir à l'autorité compétente, sur demande, l'ensemble des éléments démontrant la conformité du personnel, notamment :

- les diplômes et qualifications ;
- les formations suivies ;
- l'expérience professionnelle ;
- les preuves de formation professionnelle continue.

➤ **Des règles encadrant le travail sous supervision**

Lorsque le personnel ne dispose pas encore de l'ensemble des qualifications requises, la fourniture de services peut être autorisée **sous supervision**, sous réserve que :

- la durée maximale de la supervision n'excède pas **quatre ans** ;
- la supervision soit **adaptée au niveau de compétence du collaborateur** ;
- le superviseur soit pleinement qualifié ;
- le superviseur **assume la responsabilité des services fournis**, notamment par la validation des analyses et des rapports d'adéquation.

Points clés à retenir et analyse critique

Pour les PSCA, la compétence du personnel devient un pilier de conformité MiCA. Le modèle est très proche de la réglementation MiFID, mais avec une couche technologique propre aux crypto-actifs. Le risque principal n'est pas seulement l'incompétence, mais l'absence de preuve documentée.

Concernant la gouvernance, il existe maintenant une responsabilité directe de la direction du PSCA et un cadre RH-Compliance intégré doit prendre en compte des éléments tels que les formations, les évaluations et la supervision.

En conclusion, ces nouvelles orientations de l'ESMA confirment que MiCA est un régime qui n'est pas à prendre à la légère. Les régulateurs imposent une professionnalisation accélérée du secteur des crypto-actifs qui devient un secteur financier à part entière.

Sources :

<https://www.esma.europa.eu/document/guidelines-criteria-assessment-knowledge-and-competence-under-markets-crypto-assets>

ESMA – Guidelines on the assessment of knowledge and skills under MiCA

The ESMA guidelines published on 28 January 2026 specify how competent authorities and Crypto-Asset Service Providers (CASP) should assess, maintain and document the knowledge and skills of staff who **provide information on crypto-assets or crypto-asset services and/or provide advice on crypto-assets or crypto-asset services.**

The objective is multiple. It aims to harmonise supervisory practices within the European Union, strengthen investor protection in a highly complex crypto-asset environment and align MiCA with the logic of MiFID II investment regulation, while taking into account the technological and market specificities of crypto-assets. These guidelines also aim to ensure that CSDPs comply with MiCA obligations such as acting in the best interests of the client (Articles 68 and 81 of MiCA).

The ESMA guidelines introduce a clear distinction between information and advice, minimum requirements for training, experience and supervision, and a robust organisational framework including governance, control, documentation and ongoing training.

New obligations for CSDPs and competent authorities

The ESMA guidelines apply to **competent authorities** as well as **CSDPs**. They concern staff who provide clients with information and/or advice on crypto-assets and services.

Examples of staff **who are not affected** are **purely administrative staff**, as well as **the distribution of brochures without explanation or guidance to a website or document, without commentary.** Those affected are therefore those who perform activities such as do-it-yourself, advice or qualified customer support.

Guideline 1 – General principles

PSCAs must ensure that staff:

1. Have the **knowledge and skills appropriate** to their role;
2. Understand and apply **internal MiCA policies**;
3. Have a **higher level of competence for advice** than for simple information
4. Are equally competent when services are provided via robo-advice and/or semi-automated systems

Those who configure these tools are also affected.

The management body must review the effectiveness of the system at least once a year.

Guidance 2 – Staff who provide information

These individuals do not advise, but explain products and services.

In terms of mandatory knowledge, they must understand, in particular:

- **Crypto-assets and technology:**
 - Characteristics of the crypto-assets offered;
 - How **DLT** and protocols work;
 - Consensus, transaction validation, governance, scalability;
 - Token economic model (issuance, incentives, etc.).
- **Specific risks associated with crypto-assets:**
 - Extreme volatility;
 - Cyber risk (hacking, theft);
 - Loss of private keys;
 - Smart contract bugs;
 - Network errors (bad chains).

➤ **Costs:**

- PSCA fees;
- Network fees (gas fees and spread).

➤ **Markets:**

- How crypto markets work;
- Impact of whales;
- Influence of social media on prices;
- Difference between past and future performance.

➤ **Investor protection:**

- Differences between **MiCA** and **MiFID II**: Clients must be informed of the significant differences in the level of protection between investments in crypto-assets governed by MiCA and investments in financial instruments subject to MiFID II.

In particular, the MiCA framework does not offer the same level of protection as that applicable to traditional investment services, notably with regard to the absence of investor compensation mechanisms comparable to the compensation schemes existing under MiFID II, as well as more limited rights and safeguards in the event of a provider's default or loss of assets.

This difference in regime must be clearly explained to clients so that they understand the specific risks associated with crypto-assets and crypto-asset services.

➤ **Other**

- Market abuse;
- AML/CFT;
- White papers, financial data;

- Basic valuation mechanisms.

Minimum qualification requirements

Before being authorised to provide information to customers, staff must demonstrate a minimum level of qualification, evidenced by one of the following combinations:

- at least **80 hours** of professional training, supplemented by **six months of experience** under supervision; or
- at least **one year of professional experience** under supervision.

A **continuity clause, known as a 'grandfathering clause'**, is provided for: staff who have already been working full-time for **at least one year** prior to the entry into force of the guidelines may be deemed to meet these requirements.

Continuing professional development

Crypto-asset service providers must define an **annual volume of continuing professional development** applicable to their staff.

As an example, ESMA indicates that a minimum of **10 hours per year** may be appropriate when the services relate to crypto-assets or **less complex** products.

These training courses must be accompanied by a **formal assessment** to verify the acquisition and maintenance of the required knowledge and skills.

Guideline 3 – Staff providing advice

The provision of advice on crypto-assets involves the application of the suitability rules set out in MiCA and therefore requires a significantly higher level of knowledge and skills than the simple provision of information.

The staff concerned must be proficient in all the requirements applicable to the provision of information and, in addition, be able to:

- understand and explain all the costs and fees incurred by the client, including advisory fees;
- apply the suitability requirements set out in Article 81 of MiCA;

- demonstrate the ability to explain why a crypto-asset or service may not be suitable for a given customer;
- have a thorough understanding of the fundamentals of portfolio management, including diversification;
- understand and use the methods for valuing the crypto-assets concerned.

Minimum qualification requirements

Compliance with these requirements may be demonstrated by one of the following means:

- a higher education degree (three years of study) supplemented by at least one year of experience under supervision;
- a secondary education degree, supplemented by three years of vocational training and one year of experience under supervision;
- at least 160 hours of vocational training supplemented by one year of experience under supervision;
- at least two years' experience in advisory services under MiFID II or IDD, supplemented by six months' experience in crypto-asset services.

A continuity clause (*'grandfathering'*) is provided for: staff who have been engaged in full-time advisory activities for at least one year prior to the entry into force of the guidelines may be considered to meet these requirements.

Continuing professional development

Staff members providing advice must undergo appropriate annual continuing professional development. As a guideline, ESMA mentions a volume of 20 hours per year, including the requirements applicable to the provision of information.

These training courses must always be accompanied by an assessment to verify that knowledge and skills are maintained and updated.

Guideline 4 – Organisational requirements

Crypto-asset service providers must establish a **structured and documented organisational framework** to ensure effective implementation of the MiCA requirements in terms of knowledge and skills.

This framework must include:

- **A clear separation of roles**

Staff responsibilities must explicitly distinguish between:

- functions consisting of **providing information**;
- functions consisting of **providing advice** on crypto-assets or crypto-asset services.

- **Continuous assessment of skills**

CASP must organise:

- an **annual review of staff training needs**;
- **specific training** when introducing new types of crypto-assets or new services.

- **Complete and traceable documentation**

Providers must be able to provide the competent authority, upon request, with all evidence demonstrating staff compliance, including:

- diplomas and qualifications;
- training courses completed;
- professional experience;
- evidence of continuing professional development.

- **Rules governing work under supervision**

Where staff do not yet have all the required qualifications, the provision of services may be authorised **under supervision**, provided that:

- the maximum duration of supervision does not exceed **four years**;

- the supervision is **appropriate to the level of competence of the employee**;
- the supervisor is fully qualified;
- the supervisor **assumes responsibility for the services provided**, in particular by validating analyses and suitability reports.

Key takeaways and critical analysis

For CSDs, staff competence is becoming a pillar of MiCA compliance. The model is very similar to MiFID regulation, but with a technology layer specific to crypto-assets. The main risk is not only incompetence, but the lack of documented evidence.

With regard to governance, there is now a direct responsibility on the part of the AIFM's management, and an integrated HR-Compliance framework must take into account elements such as training, assessments and supervision.

In conclusion, these new ESMA guidelines confirm that MiCA is a regime that should not be taken lightly. Regulators are imposing accelerated professionalisation of the crypto-asset sector, which is becoming a financial sector in its own right.

Sources:

<https://www.esma.europa.eu/document/guidelines-criteria-assessment-knowledge-and-competence-under-markets-crypto-assets>